

Qu'est ce qu'une fondation ? Une organisation non gouvernementale qui a en principe, du fait de sa source de financement - les revenus d'un patrimoine légué par le fondateur - deux caractéristiques principales : **l'indépendance** à l'égard des grands pouvoirs - Etats, entreprises, églises, syndicats - et la capacité d'agir dans la **durée**. Deux caractéristiques importantes dans un monde dominé par des logiques de court terme et des intérêts catégoriels. A ces deux caractéristiques j'en ajouterais bien volontiers deux autres : ce sont en principe des structures légères et leur action n'est pas liée à un territoire géographique particulier.

Parce que ce sont des structures légères, de moins grande inertie que les grandes institutions - administrations, universités ou entreprises - elles sont en principe plus aptes à se mobiliser sur les enjeux du monde de demain. En effet, les forces scientifiques et techniques, culturelles, économiques et politiques qui façonnent notre planète évoluent très rapidement alors que les grandes institutions et les mentalités évoluent lentement. Ce faisant, nous avons tendance à affronter les problèmes de demain avec les mentalités d'hier et les institutions d'avant hier. Cela confère aux institutions indépendantes comme les fondations, qui devraient avoir une inertie plus faible que les grands appareils publics et privés, un devoir : celui de contribuer activement à tracer des perspectives pour demain ; de dépasser les cloisonnements institutionnels pour contribuer à une vision globale de l'avenir et à en frayer les chemins.

Parmi des changements formidables de notre époque, il y a celui des rapports de l'Homme avec son environnement. De tout temps, l'Homme a transformé son milieu, parfois pour le meilleur et parfois pour le pire, mais, jusqu'à la seconde guerre mondiale, ces transformations étaient localisées, même si elles s'étendaient parfois à de vastes espaces. Depuis 50 ans, l'impact des activités des Hommes sur la biosphère a crû de façon considérable et cette croissance quantitative a induit un véritable changement qualitatif. Dès lors que l'action cumulée des Hommes est à l'échelle des grands équilibres de la biosphère, l'homme se trouve en face d'une nouvelle responsabilité, à l'échelle de sa puissance même : celle de gérer avec respect et prudence ces grands équilibres qu'il est en mesure de détruire. Mais, en même temps, il serait illusoire de croire que l'on peut aborder isolément les questions environnementales. C'est l'ensemble de nos modèles de développement, de notre vision du monde qui est en cause. Dès lors que le développement occidental et les modèles qu'il a imposé sont à la source des problèmes environnementaux, aucune solution n'est imaginable si on ne s'intéresse pas à l'ensemble des crises qui sont induites par ce modèle. Le caractère pour le moins limité des suites de la conférence de Rio, malgré l'extraordinaire battage médiatique auquel elle a donné lieu, est là pour le prouver. Et l'on ne voit pas pourquoi la Chine, l'ensemble de l'Asie et plus généralement l'ensemble du monde en développement, accepteraient de freiner leur croissance si les pays développés qui en ont donné l'exemple se limitaient comme ils le font actuellement à de bien timides mesures, préférant mettre l'accent sur la réparation des dommages locaux de l'environnement plutôt que de s'attaquer au fondement des problèmes. Nous pensons qu'en cette fin de siècle le monde est confronté à trois crises majeures liées entre elles : crise des rapports des Hommes avec leur environnement, crise des rapports des hommes entre eux se manifestant par la montée d'un véritable apartheid social, et crise des rapports entre les sociétés. Ces crises s'enracinent dans une conception de la modernité occidentale qui a conduit à faire du marché et de la science, ces fabuleux outils inventés au service des Hommes, de véritables fins en soi auxquelles chacun est sommé de se soumettre quelles qu'en soient les conséquences. Face à ces crises, l'humanité semble frappée d'impuissance parce que les formes de régulation qui s'étaient inventées au fil des siècles et dont les Etats-nation étaient la forme la plus achevée, dont la démocratie à l'échelle nationale était l'expression, ne sont plus à l'échelle des nouveaux défis de l'humanité. Rien n'est plus significatif à cet égard que la mise en scène, à l'impuissance chaque jour plus évidente, des grandes conférences mondiales de cette fin de siècle.

Conférences inter-étatiques, livrées aux diplomates, bornées par une vision étroite des intérêts nationaux, doublées de conférences parallèles réunissant dans des espaces séparés scientifiques, entreprises, milieux associatifs, ces grands messes engendrent des désillusions à la mesure des espérances qu'elles avaient suscitées.

Certes, le résultat n'est pas toujours négligeable. Ces grandes conférences contribuent à des prises de conscience, participent à l'émergence d'un sentiment diffus mais réel de citoyenneté mondiale, accélèrent l'émergence de nouveaux acteurs sociaux, comme les collectivités locales à l'occasion du sommet d'Istanbul, imposent des effets de calendrier favorables à la maturation de certaines questions, à l'affirmation de certains principes. Mais tout cela n'est pas à l'échelle des problèmes et sert finalement de révélateur à la crise de la gestion de la communauté mondiale : le monde n'est plus celui qu'avaient en tête les pères fondateurs du système des Nations Unies.

Cette impuissance nous impose un impérieux devoir d'ambition. Les organisations non gouvernementales, en particulier celles qui s'occupent d'environnement, sont-elles à l'échelle de cette ambition ? Sincèrement je ne le crois pas. Elles constituent l'un des acteurs sociaux dont le développement a été le plus rapide au cours des dernières décennies, pour des raisons assez voisines de celles qui ont conduit au développement des multinationales. Mais leurs champs d'action, leurs domaines de préoccupation sont souvent très limités. Les plus grandes d'entre elles vivent de campagnes, entretiennent l'ardeur de leurs militants par le choix de cibles à la fois spectaculaires et accessibles. Ce faisant, elles n'échappent pas à la logique du marketing des entreprises privées elles-mêmes et en adoptent même éventuellement les comportements. On peut vendre des indignations comme des savonnettes. Et, d'ailleurs, les effets de domination des grandes ONG environnementales internationales, qu'elles soient faites de militants écologistes ou de scientifiques, sont tout à fait comparables à ceux des entreprises. Les priorités, les attitudes et la culture anglo-saxonne y sont très largement sur-représentées. Il ne sert à rien de le dénoncer. Il faut rendre hommage à l'efficacité opérationnelle de ces organisations, à leur sens des médias, à leur maîtrise consommée du monde du spectacle, à leur usage compétent des techniques de communication. Mais il faut prendre garde aux illusions d'un dialogue entre organisations internationales et ONG environnementales qui se prendrait pour un dialogue mondial alors qu'il est au fond interne au monde anglo-saxon lui-même. Ce que nous avons à faire est beaucoup plus profond et beaucoup plus ambitieux. Nous devons dans les prochaines décennies organiser le dialogue entre les différentes civilisations et entre les différents milieux pour entreprendre de façon aussi concertée que possible un ensemble de mutations dans le domaine des valeurs, de la science, de la technique, du droit, de l'économie, du commerce, de la gouvernance, de la gestion de la biosphère pour parvenir à une gestion de la planète à laquelle les différentes civilisations se sentiront partie prenante. Et ce sont à des organismes indépendants comme les fondations qu'incombe la responsabilité de prendre des initiatives. Elles ont à le faire non parce qu'elles sont meilleures que d'autres mais parce qu'elles ont moins de contraintes que d'autres.

Le font-elles réellement ? Pas tellement finalement et il importe de se demander pourquoi. Les dialogues que j'ai pu avoir avec des responsables de fondation me suggèrent plusieurs types d'obstacles :

- beaucoup de fondations, créées par des entreprises ou des gens riches, ont un conseil de fondation issu de l'establishment économique et politique, peu soucieux de procéder à une remise en cause profonde de ses privilèges ;
- beaucoup de fondations se perçoivent comme des alternatives à l'action publique dans leur propre pays plus que comme des organisations à vocation internationale et, souvent, leurs fondateurs se sont voulus citoyens de leur ville ou de leur pays plus que citoyens du monde ;
- la coupure, parfois profonde, entre le conseil de fondation, responsable en dernière instance de la politique suivie, et l'équipe permanente chargée de lui proposer les actions à financer, amène le conseil de fondation à privilégier des formes d'action faciles à évaluer de l'extérieur. C'est pourquoi nombre de fondations se consacrent à des "projets" relativement ponctuels, faciles à délimiter et à évaluer, ce qui exclut de s'engager dans toute ambition difficile à évaluer par son étendue géographique et thématique.

Les fondations failliront à leur devoir historique en cette fin de siècle si elles ne parviennent pas à surmonter ces obstacles. Je vois pour ma part deux conditions pour y parvenir :

- les fondations doivent partir de leurs atouts : l'indépendance et la durée. Elles doivent oser s'engager dans des aventures à long terme. Ce faisant, elles doivent renoncer à des évaluations trop simples de leur action. "Make the difference" me disaient des gens de fondations américaines. Oui, mais pour mesurer la différence qu'on a produite, il faut que l'objet de l'action soit suffisamment petit. Je crois que les fondations doivent chercher à évaluer la pertinence de leur action, c'est-à-dire doivent chercher à savoir si leur action porte bien sur de véritables priorités de l'humanité, si elle valorise au mieux les atouts dont la fondation dispose, si au vu de l'expérience elle est aussi adaptée que possible à la nature des défis à surmonter plutôt qu'à évaluer l'impact d'une action isolée.
- Les fondations doivent sortir du "jeu de rôle" entre action publique et action privée dans lesquelles elles s'enferment parfois. La question n'est vraiment pas de savoir si la charité privée est plus ou moins efficace que la charité publique, s'il vaut mieux financer la solidarité par l'impôt ou par des dégrèvements fiscaux qui permettraient à des fondations de l'exercer en lieu et place de l'Etat. La question est beaucoup plus importante et beaucoup plus grave : les réglementations traditionnelles des sociétés sont dépassées par les nouveaux défis et il faut en inventer d'autres.

Voilà pourquoi la fondation que je préside a appuyé une réflexion collective qui a duré de 1986 à 1993, qui l'a conduite, depuis 1994, à soutenir la naissance et le développement de *l'Alliance pour un monde responsable et solidaire*. Au 18^{ème} siècle, l'Occident a entrepris une formidable mutation qui a fait craquer les anciens cadres institutionnels de nos sociétés. Monarchie constitutionnelle anglaise, indépendance américaine, révolution française, bouleversement de l'Europe par les campagnes napoléoniennes, ont été des jalons de cette transformation. En France même, c'est la convocation des Etats Généraux, réunis à Versailles au Printemps 1889, qui a donné le signal d'une révolution dont les effets se sont fait sentir dans toute l'Europe. La plupart des civilisations ont ainsi inventé des procédures de négociation particulières pour temps de crise. Le grand intérêt des Etats Généraux a été de partir de rencontres régionales et de permettre une confrontation des intérêts des différentes classes qui composaient alors la société, l'aristocratie, le clergé et le tiers état. C'est cette confrontation, ce sont les alliances soudain apparues entre une partie de l'aristocratie et du clergé et un tiers état en pleine expansion qui ont permis de révéler le décalage entre le mode de gestion de la société et l'état réel de la société.

L'aventure de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire et le pari sur lequel elle repose sont de même nature. Les cadres institutionnels, les modes de représentation politiques, les formes de négociation au sein du monde ont pris un dramatique retard sur les faits. Il faut repartir de la perception qu'à chaque pays, chaque culture, chaque région du monde, correspondent des crises d'aujourd'hui et des perspectives de demain. Il faut mettre en place un mode de dialogue entre les différentes forces économiques, sociales, religieuses, culturelles, scientifiques, car ce dialogue est jusqu'à présent occulté par des modes de représentation politique qui font obstacle à un dialogue entre ces différents milieux à une échelle plus vaste que celle de la nation. Il faut que les solidarités paysannes, celle des pêcheurs, celle des femmes, celle des jeunes professionnels puissent se construire au niveau régional et au niveau mondial pour qu'ils puissent participer, à égalité avec les autres, au monde en train de se construire. Il faut enfin oser nommer ensemble, identifier les principales mutations à entreprendre dans les prochaines décennies et il faut oser pour ces mutations des propositions nouvelles.

La cellule prospective de l'Union Européenne, véritable tête chercheuse des institutions de l'Europe de demain, a coutume de dire que la régulation dans l'avenir sera procédurale : ce qui compte c'est moins qui décide que la manière dont s'organise le processus de dialogue entre les différentes forces sociales. C'est ce que veut mettre en scène l'Alliance pour un monde responsable et solidaire en proposant un processus organisé autour de trois voies, de trois points d'entrée : * des groupes locaux travaillant à partir des priorités et de la culture propres à chaque contexte ; * des collègues réunissant de par le monde des personnes unies par les mêmes situations (position dans la société, champ d'activité) : des femmes, les jeunes, les paysans, les chefs d'entreprise, les religieux, les

autorités locales, les artistes, les parlementaires, les ouvriers, les scientifiques...; * des chantiers thématiques internationaux pour élaborer des propositions précises dans les domaines où une mutation est nécessaire dans les prochaines décennies.

Le point de départ de l'aventure est la *plate-forme pour un monde responsable et solidaire*, établie en 1993 à l'issue d'un dialogue international. En 1996, les signataires de la plate-forme viennent de 100 pays. Une étape fondamentale sera la préparation et la réalisation d'une assemblée des citoyens de la terre. Cet événement, dont les contours vont se préciser progressivement, aura lieu en 1999-2000, chacun des participants représentant un lieu, un point de vue et apportant des propositions émanant d'un travail collectif. Ce ne sera pas une réunion mais une véritable assemblée, prenant le temps de confronter les points de vue, où chaque participant sera relié en permanence avec les personnes qui le représentent pour qu'au delà de la rencontre elle-même cette assemblée soit l'expression charnelle d'une dynamique mondiale et d'une conscience planétaire en train d'émerger.

Nous croyons cette ambition réaliste tout simplement parce qu'elle est à l'échelle des défis. Qu'est ce en effet que le réalisme sinon la capacité à subordonner son action à la réalité des choses tandis que l'idéalisme consiste à vouloir réduire le monde à sa propre perception et à sa propre échelle ? Voilà l'ambition que nous proposons aux fondations, aux organisations non gouvernementales de soutenir avec nous.

Ecodécision, Pierre Calame



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>